

Pamphlet au président burundais : "Non, Chef ! Un chef ça ne pleure pas"

@rib News, 30/08/2021 Un chef, ça ne pleure pas ! Une carte blanche de J Paul Mbona, Gitega. "Général, pleurer, prier, est également l'œuvre. Fais énergiquement ta longue et lourde tâche dans la voie où le Sort a voulu t'appeler, puis après, ...", ainsi parlait non pas Zarathoustra, mais un poète, A. de Vigny, pour le nommer. "Kubona Abarundi bantora, bakanshira imbere yabo ngo ndabarongore ngasanga nta komine n'imwe ibuze n'imiburiburi abantu mirongo itanu bariko bararira. Barizwa n'iki ? Ubutungane". (...) ... ubwicanyi buterwa n'abacamanza... Iyo ata mucamanza ari mu gihugu, abenegihugu baca bicira urubanza... Ntibitewe n'ubutungane bitewe n'abacamanza..."

Abantu baratuntuye. Amarira yabo yaranshikiriye. Je ndavuga (nti) imbere y'uko ndira, reka mbanze ngende ndirire imbere yabo. Ninasanga ari ba ruburakigongwe, nzoca mpeba ; Aha nta kigongwe munyumvira ndiko ndarira imbere yanyu ? Nta kigongwe munyumvira ndiko ndarira imbere yanyu, munyita Sebarundi ? ... Reka basi ndire mu kibanza cabo kuko mwe ntimwahora mubabona. Nta assemblée générale y'ibihumbi cumi (somma imiryoni) na bibiri muzobona muga bariwe n'abantu badashika n'ibihumbi cumi...". (Extrait de la causerie du président Ndayishimiye devant un parterre des agents de l'appareil judiciaire burundais le 24 août 2021 : Notre traduction libre) // Voir les Burundais m'écouter et me mettre en tête de file afin de considérer leur destinée, pour en venir à constater qu'il n'est pas une seule commune ne comptant au minimum une cinquantaine de personnes en pleurs. Et pourquoi pleurent-elles ? A cause de la justice ! (...) les tueries sont causées par les juges (...) ce n'est pas causé par la justice, mais bien par l'institution judiciaire (...) quand il n'est pas de juges dans le pays, les citoyens se font justice eux-mêmes (...) Les gens sont en grande souffrance. Leurs pleurs me sont parvenus. Et j'ai dit (que) avant que je ne me mette à pleurer dans mon coin, je vais d'abord aller pleurer devant eux (les juges). Si je les trouve sans courage, je laisserai tomber. Ainsi vous n'avez donc pas pitié de moi, pleurant devant vous ? Vous n'avez pas pitié de moi, en larmes devant vous, alors que vous m'appelez Père de la Nation ? Laissez-moi pleurer je vous prie, en leurs lieu et place, car vous, vous n'avez pas l'habitude de les voir (pleurer). Vous ne verrez jamais d'assemblée générale (sic, en français dans le texte) de douze millions, alors même qu'ils ne sont ruinés que par une poignée de moins de dix mille personnes (juges) // Non, Chef ! Non de non. Un chef ça ne pleure pas. Ça gouverne, ça dirige... Vous avez convoqué en filigrane de votre argumentaire le préambule de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ? Bien dit ! Je note en passant que vous avez bien retenu quelque chose de la moto qui estampillait toutes vos déclarations durant le maquis (eh oui, j'ai tout lu, moi aussi !); mais lisez donc également un des rares prix Nobel africains, Wole Soyinka, et vous saurez qu'il l'instar du tigre qui ne proclame pas sa tigritude ... entre dire et faire, mieux vaut "faire". "Faisons", dit aussi un des grands penseurs contemporains de la renaissance et de l'unité africaines, le Pr. Th. Obenga, parlant de la nécessité d'une immédiate intégration continentale. "Faisons", sieur Président. J'ignore si de l'aropage devant lequel vous avez choisi de verser un tel transport d'émotion présidentielle (vous y avez parfaitement droit, mais faut voir la manière !), tous font partie de vos lecteurs de mai 2020. Cependant, si nombre d'entre eux s'acquittent si mal de leurs responsabilités, c'est probablement qu'ils vous ont mal écouté. Passons ! Mais savent-ils seulement et vous y compris, qu'un régime dont le pilier judiciaire est faible et/ou corrompu, ce régime donc devient ipso facto faible, voire chancelant et chemine d'ailleurs vers sa perte, est-il un excellent un tant soit peu fort, notamment sous forme de régime présidentiel, c'est visiblement le cas, du moins sur le papier ? Pleurer au lieu d'agir devant les magistrats et ne faire que les molester copieusement/vertement du moins verbalement, ça rappelle le limogeage tambour battant, par-ci par-là et sance tenante de directeurs généraux et autres brebis galeuses de votre administration ; mais est-ce vraiment une pratique qui vous honore et renforce le régime ? Paroles, paroles, paroles, entonnerait le duo Dalida et Alain Delon. Sauf qu'eux parlaient d'amour ! "Encore des mots toujours des mots, les mêmes mots (...) Rien que des mots". Comme plusieurs fois depuis que l'issue des élections et leur tohu-bohu dont on a fini par s'accommoder vous a propulsé premier magistrat burundais, combien de procès bigarrés, cyniques et iniques, injustes, bêtises, gélés ou mis sous boisseau en attendant de les rouvrir la parousie ? Combien d'emprisonnements et d'exécutions extrajudiciaires ? Combien de meurtres et disparitions de femmes, d'hommes, d'enfants suivis d'un silence assourdissant ? Sans le moindre commencement de débat d'enquête, si ce ne sont des décrets de procès sans lendemain ou culminant en ... queue de poisson ? L'on se souvient que même ceux ayant bénéficié de votre altérissement grace présidentielle ont dû attendre. Longtemps. Avant de voir le soleil de la libération (pour la liberté, ils devront patienter ; tout comme le reste de leurs congénères). Et puis, pardi ! Vous en avez mis du temps, sieur chef magistrat, avant d'intervenir, je veux dire avant de venir prendre votre audace à deux mains et de pleurer au nom d'un peuple à genoux ! Si vos conseillers, vos services de renseignement ne vous informent point efficacement sur tous ces cas, demandez donc au peuple burundais souverain. Partout, dans les collines et les quartiers. Chacun des 12 millions de sujets, j'y mets aussi les enfants pour le coup, vous dira qu'il connaît quelqu'un qui connaît quelqu'un qui connaît ... un cas. Des cas. Ce sont des milliers, que dis-je, des dizaines de milliers de cas où le juge, censé trancher (guca) les procès au nom du peuple et en le vire en fait sa tête, ou plutôt la tête du client justiciable, selon qu'il est ou non pro ou prou le parti au pouvoir et ses sbirs. Apparemment vous affichez une certaine croyance en un être suprême : n'avez-vous pas peur qu'un jour, une justice immanente en vienne à se manifester, comme dans les légendes venues d'où vous savez, pour remettre Pharaon à sa place et à livrer le peuple de ses flammes ? Pardon d'y revenir, chef, et de reprendre mon antienne qu'un chef ça ne pleure pas, ça donne des ordres et ça commande ; ça réfléchit et ça indique une vision, la direction à suivre et des objectifs (SMART, diraient les spécialistes) à atteindre ; ça se fait respecter, un chef, je ne dis pas craindre ; ça distribue la manne commune et ça assure la paix sociale et le pain quotidien pour tous, entendez le haricot dans la corbeille du Burundais lambda... Un chef organise et stabilise l'Etat quand c'est de celui-ci qu'il est chef. Demandez seulement à l'Égypte ancienne (n'en déplaise à ceux qui croient qu'ils furent les premiers à organiser des Etats modernes depuis... euh !... seulement 200 ans !). Demandez donc à Narmér (ou Méne) et ses puissants successeurs avec ou sur quoi ils ont bâti la stabilité et la grandeur inégalées jusqu'à date du pays et de la civilisation raffinée, rendues possibles par la Maat. Lisez et cherchez

À savoir comment on bâtit d'abord la stabilité politique, notamment par la justice pour tous, l'harmonie parfaite, d'abord et avant tout, mais pas seulement ; aussi en assurant une véritable justice impartiale. La justice doit être pour tous ou pour personne, sinon à long terme même l'auteur des lois et règles impartiales y passe. Ajoutez-y, par exemple en évitant d'avoir des opposants politiques vite transformés en ennemis, ou des réfugiés par centaines de milliers, comme si le pays avait une machine spéciale à fabriquer à chaque génération. Inspirez-vous des initiateurs de la maat eux, les chefs égyptiens dont votre parti n'a copié que l'aigle / vautour (ce n'est pas le quipollent) symbole de la force (j'allais ajouter sauvage et aveugle). Que n'aurais-je préféré vous voir adopter la déesse Maat et tous les attributs par elle portés ? Ne pleurez pas, chef : si la première visite fut lâgère et superficielle, retournez en visite en Egypte et demandez à quoi servaient leur bloc pyramidal (ça ne s'invente pas), avec au sommet un puissant et décisif pharaon au pouvoir divin, collaborant efficacement et étroitement avec son administration. Le titre, de pouvoir, est loin d'être divin certes, mais s'il est légal et désormais "légitime", ça vous ouvre d'immenses boulevards pour assurer un tantinet mieux-être aux Burundais assoiffés de justice. Comme en Egypte antique, des vizirs, vous en avez, au moins un, prenant figure de PM. Sauf à penser que c'est peut-être là aussi un des maillons faibles de votre régime, la bigamie ou le bicéphalisme au sommet de l'Etat. De puissants administrateurs généraux, c'est plein la République des collines burundaises. J'allais y ajouter de grands prêtres, même s'ils ne jouent pas exactement le rôle, mais nul n'ignore que vous les consultez régulièrement et vous agenouillez avec "humilité" à côté de dame Angélique, première s'il en est, durant vos rallyes de prière en voici en voilà ... Quant aux contremaîtres ou administrateurs royaux, ceux qui ne sont pas loyaux dans l'appareil du parti aux destinées duquel vous avez officiellement jusqu'à votre "élection", les marginaux donc ne comptent que pour du beurre. Ainsi s'exécutaient de façon collaborative, les ordres de Monsieur le Pharaon qu'apparemment vous essayez d'incarner. Ainsi seulement toute la population lui vouait-elle une reconnaissance éternelle, non sans le rôle efficace des artisans scribes et autres agriculteurs et les ouvriers qu'il ne faut pas nécessairement transformer en "hommes-qui-voient-de-loin". Vous comprenez donc que si pleurer est votre forme nuancée de communication publique, ça ne nous endort guère ! C'est à se demander du reste si vos conseillers, notamment en communication, sont payés vraiment pour faire leur job ! Pendant que j'y pense, au demeurant vous n'avez pas besoin de dévaler le cours du Nil jusqu'au Septentrion ; restez à sa source méridionale et demandez donc à nos anthropologues et historiens de vous conter les institutions politico-judiciaires qui ont construit et maintenu en une pièce unique durant des siècles le Burundi traditionnel. Vous verrez que vous êtes loin du compte ! Le Burundi ancien n'était pas "clean", certes, mais des institutions rendant une certaine justice existaient déjà ! Chef, je vous en conjure ne pleurez goutte, faites fonctionner seulement tout cet apparatus judiciaire, car vous l'avez. Votre répondant, du milieu de cette foule venue écouter vos lamentations l'a bien dit : vous avez parlé et nous avons compris ; ... le parent parle et l'enfant écoute et comprend ; nous nous résolvons à changer de comportement et corriger, mais excellence... vous êtes le mwami, notre mwami et nous mais la force vient de chez vous (Ceci n'est pas une traduction, mais une... euh reprise proche !). Il a tout dit, M. Jérôme Mbonimpa, juge au Tribunal de grande instance de Rumonge. Laissons de côté l'image du Mwami et ses sujets qu'il a évoquée et "ces histoires de démocratie" qu'il semble dédaigner. Retenons celle du père qui parle tandis que ses enfants écoutent. "Il y a de la corruption c'est vrai, mais il y a aussi une main invisible qui pèse sur les juges. Cette main est bien réelle et elle peut pousser le juge à rendre un jugement qui ne respecte pas ce que prescrit la loi. Le justiciable d'aujourd'hui est très rusé (en français dans le texte) car lorsqu'il voit qu'il va perdre son procès, il s'en remet au chef du parti au pouvoir de sa province, ou alors il s'appuie sur un général de l'armée ou la police. Son excellence, c'est souvent le problème que nous rencontrons". Et toc ! Pleurer ? Non ; agir, oui ! Dans la stricte tradition burundaise, un père fait tout pour éviter de se lamenter en face de sa progéniture ; mieux encore au lieu de pleurnicher, il pose des actes concrets et trouve des solutions aux problèmes qui minent sa maison. S'il en venait malgré tout à se voir contraint à faire du ballage dans le voisinage, c'est que ce serait très grave, comme s'il avait démissionné, s'il était dépassé par la gestion de sa maison. Le magistrat de Rumonge, votre subalterne, a les points sur les "i" ! Certes il y a des juges corrompus, j'allais dire de par leur propre chef ; mais Sieur Président, il y a ce hideux bras puissant, le bras, celui-là caché derrière toutes les affaires, c'est lui qui manipule l'appareil judiciaire. Vous ne pigez pas, Sir ? Oui, celui des roitelets et potentats de votre parti, des chefs de collines, des administrateurs communaux, des gouverneurs de province et autres généraux de l'armée et de la police et j'en passe. Vous voulez un langage plus clair ? Il n'en y a pas ! Alors comme vous êtes bon entendeur, daignez changer de cap ; reprenez votre bâton de commandement et commandez, exercez vos prérogatives constitutionnelles qui vous perchent au sommet de la magistrature suprême. Faites appliquer la loi, rien que la loi, sans vouloir tout politiser. Et vos pleurs seront asséchés, comme par un coup de magie. Un Etat de droit, voilà votre portion magique et les vaches burundaises seront bien gardées. Les chèvres et les moutons, aussi !

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});